

De l'enthousiasme à la banalisation L'opinion publique espagnole et l'Europe (1975-2005)

Matthieu TROUVÉ

On a beaucoup évoqué la « culture du consensus » à propos de la transition politique en Espagne et du sentiment des Espagnols à l'égard de l'Europe.¹ Le consensus a été un élément structurant de la société et de la vie politique espagnoles post-franquistes. L'Europe est devenue un ciment de la politique étrangère espagnole et a exercé un véritable tropisme au sein de la société. Dirigeants, classe politique, société civile, patronat, syndicats, sont tous partisans de l'entrée et de la participation active de l'Espagne à la construction européenne. De nombreux sondages d'opinion ont révélé le sentiment très européen des Espagnols tout au long des années 1970-2000, comme le montrent les enquêtes de l'Eurobaromètre. Dès son entrée dans la Communauté européenne, l'Espagne fait figure de pays très européiste.

La définition d'une *opinion publique* pose problème. Concept complexe qui ne saurait se résumer à la simple somme des opinions individuelles, l'opinion publique est devenue une donnée nécessaire à la compréhension de la construction européenne. Les historiens y consacrent de plus en plus d'études.² La connaissance et l'évaluation de l'opinion publique font désormais partie intégrante des politiques européennes. Elles permettent de déterminer l'existence d'un *espace public* et d'approfondir la question d'une identité européenne. Plus particulièrement en Espagne, on peut s'interroger sur l'existence d'un consensus en

¹ Cf. Oñate Rubalca, P., *Consenso e ideología en la transición política española*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 1998 ; Martínez Lillo, P., « Consenso y política exterior en la transición española », in Tusell, J., Soto, A. (dir.), *Historia de la transición, 1975-1986*, Madrid, Alianza, 1996, p. 159-181 ; Trouvé, M., « Le centrisme espagnol après la transition démocratique », in Guillaume, S., Garrigues, J. (dir.), *Centre et centrisme en Europe aux 19^e et 20^e siècles*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang 2006, p. 263-278.

² Cf. notamment Manigand, Ch., Dulphy, A. (dir.), *Les opinions publiques face à l'Europe communautaire : entre cultures nationales et horizon européen*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2004 ; Frank, R. (dir.), *Les identités européennes au 20^e siècle. Divergences, convergence et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.

faveur de l'Europe entre 1975 et 2005. Quelles sont les véritables attentes des Espagnols à l'égard de l'Europe ? Le consensus sur l'Europe ne risque-t-il pas de tomber dans une unanimité qui empêche, ou du moins limite tout débat ? N'y a-t-il pas là, en réalité, un écart entre une Europe rêvée et une Europe vécue ?

Notre hypothèse de travail est que les Espagnols ont placé d'immenses espoirs dans leur entrée dans la Communauté, puis dans leur participation à l'Union européenne : celle-ci est vécue comme la solution à de nombreux problèmes politiques, économiques, internationaux. L'adhésion à la CEE devait signifier pour les Espagnols que la page du franquisme était définitivement tournée, que le pays s'engageait dans la voie de la modernisation économique et qu'il se replaçait sur le devant de la scène internationale. Les attentes de la société civile vis-à-vis de l'Europe sont donc nombreuses. L'Europe revêt un caractère symbolique et même mythique en Espagne. Mais ce mythe prend fin peu à peu après l'adhésion de l'Espagne aux Communautés et une certaine indifférence voit le jour à l'égard de la CEE. On passe ainsi de l'enthousiasme pro-européen à une banalisation du thème européen. On peut ainsi analyser les écarts entre cette Europe rêvée par les Espagnols et l'Europe-réalité depuis les années 1990.

D'un point de vue méthodologique, même si la démarche n'est pas totalement satisfaisante, nous mettrons surtout l'accent sur l'étude de l'opinion publique espagnole à travers deux types d'enquêtes d'opinion. L'opinion des Espagnols sur l'Europe se mesure d'abord à travers les nombreux sondages réalisés entre 1976 et 1985 par le *Centro de Investigaciones Sociológicas* sous forme de questionnaire auprès d'Espagnols âgés de 18 ans et plus résidant dans le pays. L'ensemble des résultats et la méthodologie employée ont été publiés dans la *Revista Española de Investigación Sociológica* en 1985.³ Ces enquêtes permettent d'évaluer le sentiment des Espagnols au lendemain de la mort de Franco et à la veille de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes et de mesurer le consensus en faveur de l'entrée dans l'Europe communautaire. Pour compléter ces résultats et aborder la période suivante, nous disposons ensuite de l'Eurobaromètre, sondages d'opinion menés dans tous les pays membres, outils de travail précieux publiés par les services de la Commission européenne et disponible sur Internet.⁴ Même si les enquêtes comportent des lacunes concernant l'Espagne pour certaines périodes, les résultats permettent de bien cerner les sentiments des

³ Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS), « La opinión pública ante la CEE, 1968-1985 », in *Revista Española de Investigación Sociológica*, n° 29, 1985, p. 289-396.

⁴ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm, 1^{er} août 2008.

Espagnols sur différents thèmes au cœur des récents débats autour de l'Union européenne : sentiment des Espagnols à l'égard du *Grand Marché*, monnaie commune, élargissement, fonctionnement démocratique de l'UE, etc.

Dans le cas de l'Espagne, les limites chronologiques de l'étude s'imposent d'elles-mêmes. D'un côté, la mort de Franco en novembre 1975 et le début de la transition démocratique constituent un bon point de départ, d'autant que l'Espagne, frustrée d'être exclue de la construction européenne, a vite demandé à intégrer la CEE. Pour les deux pays ibériques, le choix de l'entrée dans l'Europe est sinon celui de la démocratie, du moins celui de la reconnaissance de la démocratisation du pays. La borne chronologique finale est déterminée par le résultat du référendum organisé en février 2005 sur le traité instituant une Constitution pour l'Europe. Les Espagnols y font la preuve à la fois de leur européisme, mais en même temps on constate une certaine banalisation du thème européen dans le pays.

L'européisme des Espagnols et les caractéristiques du consensus en faveur de l'Europe

Un consensus continu et permanent et une certaine confiance dans l'Europe

On peut s'interroger tout d'abord sur le caractère continu, permanent et général du consensus espagnol en faveur de l'Europe, qui se développe surtout après le dépôt officiel de la demande d'adhésion le 28 juillet 1977, jusqu'en 2005, c'est-à-dire bien au-delà de la période de transition politique proprement dite.⁵

Les sentiments des Espagnols à l'égard de l'appartenance à la CEE restent relativement stables pour la période 1975-2005. On observe très nettement des constantes dans les résultats des sondages d'opinion, au premier rang desquelles le nombre élevé de partisans de l'entrée dans le Marché commun entre 1976 et 1985. En moyenne, de 1976 à 1983, un peu plus des deux tiers des Espagnols approuvent l'entrée dans le Marché commun ; et 55,66 % des Espagnols se déclarent soit très soit assez favorables à l'adhésion à la CEE, le pic étant atteint en septembre 1984. Après l'adhésion, le sentiment des Espagnols à l'égard de l'UE reste toujours aussi positif : de 1986 à 2002, l'appartenance à l'UE est jugée comme une bonne chose par toujours plus de la moitié des personnes interrogées avec un sommet en 1991. Deuxième constante : le nombre

⁵ Voir Pereira, J.C., « Europeización de España/Españolización de Europa : el dilema histórico resuelto », in *Documentación Social*, n° 111, 1998, p. 47.

très faible des adversaires résolus de l'intégration dans l'Europe communautaire. Ils ne sont, en moyenne, que 6,5 % entre 1976 et 1983 à se déclarer opposés, et 6,3 % à n'être « pas du tout favorable » à l'entrée dans la CEE entre mars 1980 et mars 1985. Après 1986, le nombre de ceux qui estiment l'appartenance à l'UE comme négative ne dépasse jamais les 20 %.

Les Espagnols se montrent favorables aux grandes avancées européennes des années 1990. Entre 1989 et 1992, entre 40 et 60 % des Espagnols estiment que la réalisation du Grand Marché européen est une « bonne chose ». Des scores identiques sont obtenus en ce qui concerne les questions monétaires : environ 60 % des personnes interrogées de décembre 1995 à novembre 1997 se déclarent soit « plutôt pour », soit « tout à fait pour » le fait que l'Union européenne ait une monnaie européenne dans tous les pays membres. Les adversaires de la monnaie unique sont peu nombreux. La confiance à l'égard du fonctionnement démocratique de l'UE s'accroît constamment passant de moins de 40 % en 1994 à 50 % en 2004.

Un consensus au-delà des clivages et une prise de conscience de l'importance de l'unification européenne

Autre caractéristique intéressante du consensus, les Espagnols plébiscitent largement l'entrée dans le Marché commun quelle que soit leur sensibilité politique. Ainsi, par exemple, en juillet 1979, 70 % des Espagnols ayant voté UCD aux dernières élections législatives, 81 % PSOE, 77 % PCE, 68 % CD, et 81 % pour des partis régionalistes se déclarent favorables à l'entrée dans le Marché commun.⁶ Si les scores les plus favorables à l'entrée dans la CEE sont à mettre à l'actif des sympathisants du PSOE, on ne remarque toutefois pas d'énormes différences entre les partis de droite et les partis de gauche. En effet, aucun parti n'apparaît à cette période-là hostile à l'entrée dans l'Europe communautaire et aucun ne peut revendiquer le monopole de l'électorat de sensibilité pro-européenne. Par conséquent, le thème de l'entrée dans la CEE dépasse largement les clivages politiques traditionnels et devient un thème majeur du consensus.

L'Europe semble être une préoccupation importante et prioritaire des Espagnols. Un sondage réalisé pour le quotidien *El País* en novembre 1983 le montre bien. Parmi des concepts très variés qui leur étaient proposés, les Espagnols classent l'entrée dans le Marché commun en troisième position, avec 62 % de voix favorables, juste derrière la protection de l'environnement et une présence plus importante en

⁶ Cf. CIS, « La opinión pública ante la CEE, 1968-1985 », *op. cit.*, p. 309, 355, 393.

Amérique latine. Le thème de l'adhésion à la CEE est même préféré à des sujets de société comme le financement des collèges privés par l'État ou la dépénalisation de l'avortement. À l'inverse, des sujets controversés comme l'installation de missiles nucléaires en Europe ou le maintien des bases militaires américaines en Espagne suscitent beaucoup moins d'enthousiasme.

Après 1986, les sondages de l'Eurobaromètre⁷ montrent que les Espagnols considèrent à une large majorité – en moyenne entre 70 et 80 % – les affaires de la Communauté européenne comme « très importantes » ou « importantes » pour l'avenir de leur pays et de leurs concitoyens. De manière générale, les Espagnols se montrent favorables aux efforts menés pour unifier l'Europe occidentale. En 1994, ils étaient près de 50 % à se déclarer « plutôt pour » et plus de 20 % « très pour » l'unification de l'Europe occidentale. Par ailleurs, le Parlement espagnol a ratifié à une large majorité l'Acte unique en mars 1987 (271 voix favorables, une seule contre) ainsi que le traité de Maastricht en octobre 1992 (314 voix pour, 3 contre et 8 abstentions). Rappelons aussi que le traité instituant une Constitution pour l'Europe a été approuvé en février 2005 par référendum par les Espagnols avec 76,7 % des voix.⁸

Le reflet d'un consensus général en faveur de l'Europe

Les différents sondages réalisés sur la question de l'entrée dans la CEE permettent de mesurer un consensus fort dépassant les clivages et constituant, en quelque sorte, un vœu prioritaire de la société espagnole post-franquiste. C'est ce qui fait dire à Ramón Tamames que les Espagnols sont favorables à l'entrée dans la CEE « par intuition »,⁹ et à José Luis Neila Hernández que le consensus en politique étrangère a été, d'une certaine façon, plus fort que le « consensus intérieur ».¹⁰ Le consensus en faveur de l'Europe reflète assez bien en réalité le consensus général exprimé dans la société civile, notamment au sein des milieux d'affaires et des syndicats. On dénombre ici très peu d'euro-sceptiques.

Dans leur ensemble, les entreprises sont favorables à l'entrée dans le Marché commun et en mesurent avec réalisme les effets économiques

⁷ Eurobaromètre, cf. http://ec.europa.eu/public_opinion/cf/waveoutput_fr.cfm, 1^{er} août 2008.

⁸ Cf. *El País*, 21 et 22 février 2005 ; *Le Monde*, aux mêmes dates.

⁹ Article de Tamames, R., in *Hoja de Lunes*, 1^{er} août 1977.

¹⁰ Neila Hernández, J.L., « Europa como paradigma en los procesos de transición política en España : dos momentos y un mismo desafío », in Tusell, J. (dir.), *Historia de la transición y consolidación democrática en España (1975-1986)*, vol. II, Madrid, UNED, 1996, p. 223.

positifs, estimant qu'elle va dans le sens souhaitable du libéralisme économique. L'intégration dans le Marché commun constitue une étape importante dans l'élargissement des activités de ces différentes organisations patronales qui se sont affiliées pour la plupart à des entités ou des fédérations européennes. La position du patronat et des milieux d'affaires participe du consensus général autour de l'Europe : l'intégration communautaire est une nécessité unanimement reconnue. Il existe cependant des jugements plus nuancés selon les secteurs. On est conscient dans le monde patronal que l'adhésion au Marché commun a entraîné un accroissement de la concurrence, une accélération du processus d'adaptation aux normes communautaires et des difficultés économiques à court terme. Mais pour le patronat, l'appartenance à l'UE permet de participer à un système politique libéral large.¹¹

La position de l'ensemble des syndicats espagnols n'est guère éloignée de celle du patronat et des partis politiques : ils estiment que l'entrée dans la Communauté européenne est un facteur positif pour l'économie espagnole mais réagissent surtout en fonction de leurs propres intérêts ; ils n'en expriment pas moins certaines préoccupations, selon les secteurs économiques, en fonction de leur degré de compétitivité et des effets prévisibles de la libéralisation du commerce extérieur consécutif à l'entrée dans le Marché commun.¹²

Des arguments diplomatiques, économiques, politiques et socioculturels sont avancés pour expliquer le consensus de l'opinion publique sur l'entrée de l'Espagne dans l'Europe. Pour Marcelino Oreja, si les Espagnols sont autant favorables à l'entrée dans la CEE, c'est d'abord parce qu'ils sont conscients de la nécessité de sortir de l'isolement diplomatique, héritage de la période franquiste. Sur ce point il y a un « consensus clair », ce qui n'est pas le cas sur la question de l'OTAN.¹³ Il ne faut pas non plus perdre de vue les intérêts majeurs de l'intégration dans le Marché commun : l'important pour les Espagnols est de retrouver une normalité voire une « homologation » à la fois diplomatique, politique et économique. José Pedro Pérez-Llorca va même jusqu'à parler de « l'existence d'un intérêt national commun » au sujet de la politique

extérieure européenne, démocratique et occidentale.¹⁴ De même, les responsables socialistes de la politique étrangère espagnole à partir d'octobre 1982 mettent l'accent sur la profonde signification politique et culturelle de l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes. Ainsi, pour Fernando Morán, ministre des Affaires étrangères, ou encore Manuel Marín, secrétaire d'Etat chargé des Relations avec les Communautés européennes de 1982 à 1985, il faut rechercher les racines de l'europhisme espagnol à la fin des années 1950 et dans la culture politique anti-franquiste de la transition.¹⁵

D'une certaine façon, le discours sur l'Europe s'en trouve instrumentalisé. L'entrée dans la CEE est plus un moyen qu'une fin en soi, elle doit servir plusieurs intérêts jugés complémentaires : sortir de l'isolement diplomatique, poursuivre l'ouverture économique et le mouvement de libéralisation du commerce, retrouver le chemin de la démocratie, consacrer la période de transition démocratique. Il y a, autrement dit, un bon usage du consensus, voire une « technique du consensus », qui a notamment permis l'incorporation dans le Conseil de l'Europe.¹⁶ À plusieurs reprises, Leopoldo Calvo-Sotelo, ministre des Relations avec les Communautés européennes, se félicite ainsi du soutien que constitue l'unanimité des partis politiques en faveur de l'entrée dans l'Europe, tout en précisant que « l'adhésion n'est pas un remède à tous les problèmes espagnols ».¹⁷

À l'étranger, le consensus est favorablement perçu. Il est d'autant plus frappant pour les observateurs étrangers qu'il constitue un cas unique : aucun autre candidat à l'adhésion ne connaît un tel phénomène, ni la Grèce, ni le Portugal, ni les pays d'Europe centrale et orientale candidats à la fin des années 1990. Partout en Europe les dirigeants européens affirment avoir ressenti « un grand désir des Espagnols » d'entrer dans la CEE.¹⁸ L'Espagne passe pour être un fidèle partisan de l'intégration européenne, plus européen qu'atlantiste, au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir de José María Aznar en 1996.

¹¹ Cf. Pollack, B., Hunter, G., *The Paradox of Spanish Foreign Policy. Spain's International Relations from Franco to Democracy*, Londres, Pinter Publishers, 1987, p. 145 ; García, C., « Les groupes d'intérêt espagnols et la CEE », in Sidjanski, D., Ayberk, U. (dir.), *L'Europe du Sud dans la Communauté européenne. Analyse comparative des groupes d'intérêt et de leur insertion dans le réseau communautaire*, Paris, Genève, PUF-IUEE, 1990, p. 141-143.

¹² Crespo MacLennan, J., *Spain and the process of european integration, 1957-1985. Political change and europeanism*, New York, Palgrave, 2000, p. 170-171.

¹³ Entretien de l'auteur avec Marcelino Oreja, octobre 2001.

¹⁴ Archivo del Congreso de los Diputados (ACD), leg. 3478, exp. 32, Déclaration du ministre des Affaires étrangères, José Pedro Pérez-Llorca devant la commission des Affaires étrangères des Cortès, 23 octobre 1980.

¹⁵ Entretien de l'auteur avec Manuel Marín, octobre 2002.

¹⁶ Mesa, R., « La posición internacional de España. Entre el centro y la periferia », in *Leviatán*, n° 33, 1988, p. 34-35.

¹⁷ ACD, leg. 802, exp. 28, Déclarations de Leopoldo Calvo-Sotelo devant la commission des Affaires étrangères des Cortès, 18 avril 1978.

¹⁸ Entretien de l'auteur avec Roland Dumas, mai 2003.

De l'enthousiasme à la banalisation

Des attentes multiples et contradictoires à l'égard de l'Europe

On peut, d'une façon générale, regrouper les attentes de la société espagnole face à l'entrée dans la CEE en trois catégories. L'Europe est d'abord ce que l'on pourrait appeler un aboutissement démocratique. Les Espagnols ont conscience que l'entrée dans l'Europe communautaire et la participation à la construction européenne représentent une garantie politique, une « promotion pour la démocratie ». ¹⁹ Cette impression, très vive au lendemain de la mort de Franco et avec l'avènement de la démocratie de Juan Carlos, tend à se renforcer après l'épisode du coup d'État manqué du 23 février 1981. D'après l'Eurobaromètre d'octobre 1982, 46 % des Espagnols considèrent que l'adhésion aux Communautés européennes va être bénéfique pour la démocratie, tandis que 43 % pensent qu'elle va augmenter le rôle de l'Espagne dans le monde des affaires et, à pourcentage égal, qu'elle va permettre de surmonter la crise économique. De plus, l'adhésion à la CEE représente une rupture symbolique avec la période de la dictature franquiste, un « symbole fort de légitimité du nouveau régime ». ²⁰ Il faut toutefois se garder d'exagérer sur ce thème. La transition et la consolidation démocratiques se sont faites avant tout du point de vue de la politique intérieure. Il est significatif de constater que, entre 1994 et 2004, les Espagnols ont simultanément confiance dans le fonctionnement démocratique de l'UE ainsi que dans le fonctionnement démocratique de leur propre pays.

D'autre part, l'Europe représente un aboutissement économique pour l'ensemble de la société espagnole qui voit l'entrée dans le Marché commun le signe d'un renouveau. En juillet 1979, ils sont 52 % à estimer que l'entrée dans le Marché commun va bénéficier à l'industrie et 55 % à l'agriculture. En mars 1980, la moitié des Espagnols interrogés croient que l'Espagne surmontera mieux la crise économique en étant à l'intérieur de la CEE contre 8 % qui estiment préférable de rester en dehors. Enfin, en mars 1985, 12 % des personnes interrogées considèrent que l'entrée dans le Marché commun va être très bénéfique, 39 % assez, 13 % peu et 7 % pas bénéfique du tout. ²¹ On insiste volontiers du

côté espagnol sur le fait que l'insertion de l'agriculture nationale dans la PAC va apporter des débouchés, que les pêcheurs vont pouvoir accéder aux eaux communautaires, et que la libre circulation des produits industriels et de la main-d'œuvre va apporter des solutions à la crise. En juin 1983, 45 % des Espagnols estiment que l'entrée dans le Marché commun aura des effets soit « très bons », soit « assez bons » pour le marché du travail. Mais lorsque l'on demande aux Espagnols en mars 1980 s'ils pensent que l'entrée dans le Marché commun va être bénéfique à leur propre économie familiale, le nombre des « sans opinion » s'élève à 54 % ; seul un tiers des Espagnols considère que l'entrée dans le Marché commun va être profitable à leur économie familiale. Mais les motifs économiques ne viennent que secondairement dans les arguments cités. ²²

Enfin, l'Europe représente pour la grande majorité des Espagnols un aboutissement dans la politique étrangère. L'entrée dans la Communauté européenne est perçue comme un moyen de sortir de l'isolement et de renforcer la place de l'Espagne dans la politique internationale d'autant plus que, pour les Espagnols, il n'existe là aucune autre alternative viable. En mars 1980, parmi différentes formules possibles en termes de coopération, l'adhésion au Marché commun arrive en tête des réponses avec 44 %, puis viennent respectivement et très loin derrière : la constitution d'une union hispano-américaine, la constitution d'une communauté économique avec les pays arabes, ou avec les pays socialistes, et la formation d'un marché commun avec le Portugal. ²³ Les Espagnols sont conscients que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne va contribuer à modifier l'image de leur pays. ²⁴ Mais il faut, ici, nuancer ces impressions. D'abord parce que les enjeux de politique internationale sont difficiles à percevoir pour la grande majorité de la population. Comme le montrent les sondages de l'Eurobaromètre et du *Centro de Investigaciones Sociológicas*, seuls les plus diplômés perçoivent clairement les enjeux politiques, économiques et surtout diplomatiques de l'adhésion à la CEE. Ensuite, parce que les Espagnols eux-mêmes reconnaissent majoritairement être mal ou pas du tout informés sur cette question. ²⁵

¹⁹ Powell, Ch., « International aspects of democratization: the case of Spain », in Whitehead, L. (dir.), *The international dimensions of democratization. Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 296.

²⁰ Alvarez-Miranda, B., *El Sur de Europa y la adhesión a la Comunidad. Los debates políticos*, Madrid, CIS, 1996, p. 297-310.

²¹ Cf. CIS, « La opinión pública ante la CEE, 1968-1985 », *op. cit.*, p. 300, 316, 336, 394.

²² Cf. Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), ME 1826, Étude sur les attitudes des milieux politiques et socio-politiques espagnols à l'égard des perspectives d'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne par Robert van Schendel, 1981.

²³ Cf. CIS, « La opinión pública ante la CEE, 1968-1985 », *op. cit.*, p. 310-311, 331, 336, 354, 360-361, 382-383 ; Crespo MacLennan, *Spain and the process of european integration*, *op. cit.*, p. 170.

²⁴ Cf. Pereira « Europeización de España/Españolización de Europa », *op. cit.*, p. 46-47.

²⁵ Cf. CIS, « La opinión pública ante la CEE, 1968-1985 », *op. cit.*, p. 328, 330, 345.

Vers une banalisation du thème européen

Une étude plus affinée des sondages et de l'évolution des sentiments de l'opinion publique espagnole à l'égard de l'Europe laisse apparaître une progressive banalisation voire un désenchantement à l'égard du Marché commun. Le nombre d'Espagnols favorables à l'entrée dans la CEE ne cesse de baisser – certes très sensiblement – entre 1975 et 1985. Comme le montrent les enquêtes précédemment citées, s'ils sont 73 % à être partisans de l'entrée dans le Marché commun, en janvier 1976, au lendemain de la mort de Franco ; ils ne sont plus que 14 % à se déclarer très favorables et 39 % assez favorables à l'entrée dans le Marché commun en mars 1985. À la veille de la signature du traité d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, les Espagnols ont paradoxalement de moins en moins confiance dans une adhésion rapide à cet organisme. En janvier 1984, seulement 12 % des personnes interrogées pensent que l'Espagne entrera « bientôt » contre 45 % qui sont convaincus qu'elle va tarder et 11 % qui doutent même d'une entrée. Cet état de fait s'explique par les vicissitudes de la négociation au moment où celle-ci parvient dans sa ligne droite, mais il n'en traduit pas moins un certain scepticisme face à la lenteur des discussions.²⁶ Peut-on vraiment parler dans ces conditions d'unanimité ou de consensus ? Ils sont cependant encore 60 % en 1985 à estimer l'entrée dans le Marché commun comme une bonne chose. D'où la difficulté d'interpréter de tels résultats.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que l'enthousiasme pro-européen de la société espagnole s'estompe au fil des années, laissant la place à une indifférence. On peut percevoir peu ou prou une évolution entre 1975 et 1985, d'une part, vers une banalisation de l'entrée dans l'Europe et, d'autre part, vers une certaine frustration de la société espagnole quant à l'évolution des négociations et l'accueil de la candidature espagnole à Bruxelles. Comme l'affirme Victor Pérez Diaz, l'Espagne s'approche du moment de son entrée dans la Communauté européenne « dans un climat d'assez grande indifférence » et les élites culturelles, politiques, économiques « considèrent comme un fait acquis une décision qui est loin d'être évidente ».²⁷

Bien que majoritairement favorables à l'appartenance de leur pays dans l'UE et partisans de l'unification de l'Europe, les Espagnols font preuve de plus en plus d'une certaine indifférence à l'égard de la construction européenne comme le montrent les sondages de l'Eurobaromètre menés entre 1985 et 2001. En 2001, 60 % des personnes interro-

²⁶ *Ibid.*, p. 302, 358, 364, 395.

²⁷ AHUE, OFME 77, « La France face à l'élargissement », intervention de Victor Pérez Diaz au colloque franco-espagnol de Madrid, 20-21 janvier 1981.

gées déclarent éprouver « de l'indifférence » si l'on annonçait la disparition de l'UE contre seulement 20 % de personnes qui ressentiraient « de grands regrets ». Le constat était exactement inverse dans les années 1985-1994.

Face à cette indifférence, les autorités reconnaissent l'importance d'effectuer un travail d'information auprès de la population espagnole. Ce rôle, d'abord dévolu au ministère des Relations avec les Communautés européennes, incombe également à divers organismes comme le bureau d'information de la CEE établi à Madrid depuis 1978. Si l'on constate autant de « sans opinion » ou de « sans réponse » dans les différents sondages, c'est aussi parce que l'opinion publique est assez mal informée sur des questions assez techniques sur lesquelles les Espagnols n'ont pas forcément d'avis tranché. Il est, de surcroît, difficile d'informer et de passionner un public non averti sur les enjeux internationaux. Autrement dit, les Espagnols sont majoritairement favorables à l'Europe par instinct, sans être toujours conscients des enjeux ou des implications. Enfin, le consensus en faveur de l'UE – beaucoup plus supposé que réel – a pour corollaire l'absence de véritable débat sur l'Europe au sein de la société espagnole.²⁸

Mythes et réalités : d'une Europe rêvée à une Europe vécue

L'entrée dans le Conseil de l'Europe et dans la CEE est certainement le point qui a fait l'objet du plus important consensus dans la société et au sein des forces politiques espagnoles en matière de politique étrangère. Cette *union sacrée* a été un facteur favorable aux relations hispano-communautaires en même temps qu'un *mythe*. Dans un ouvrage célèbre, Raoul Girardet a distingué quatre grands mythes politiques pour caractériser certaines particularités de la situation politique française : la Conspiration, le Sauveur, l'Âge d'Or et l'Unité.²⁹ Deux d'entre eux peuvent être repris et adaptés pour illustrer et comprendre la perception du consensus espagnol sur l'Europe.

L'Europe participe d'abord du mythe du sauveur. Fin connaisseur des relations hispano-communautaires, Carlos Westendorp n'hésite pas à dire que, pour les Espagnols, « l'Europe est le salut ».³⁰ En ce sens, par sa dimension salvatrice, l'Europe a une fonction mythique dans l'imaginaire politique espagnol de la deuxième moitié du 20^e siècle. Ainsi, le discours sur l'Europe relève parfois d'une vision manichéenne : d'un côté le bien, c'est-à-dire l'entrée dans la CEE, de l'autre le mal ; en

²⁸ Crespo Maclennan, *Spain and the process of european integration*, op. cit., p. 199.

²⁹ Girardet, R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

³⁰ Entretien avec l'auteur, septembre 2001.

dehors du Marché commun, point de salut ! L'Europe communautaire est sinon un agent, du moins un garant de démocratisation du régime, un élément marquant de rupture avec la période franquiste.

On prête aussi volontiers d'autres vertus à l'Europe communautaire. L'adhésion est présentée par le PSOE comme un facteur de développement économique et une rupture avec l'isolement historique de l'Espagne.³¹ Face au contexte économique morose des années 1970-1980, les socialistes ont aussi insisté sur les bienfaits matériels de la future entrée dans le Marché commun, synonyme de modernisation et de bien-être. De même pour les partis de droite, l'intégration est présentée comme la voie obligatoire pour l'insertion de l'Espagne dans le circuit économique des pays développés : pour l'*Alianza Popular* comme pour l'UCD, l'Espagne ne doit plus être un parent pauvre dans le système capitaliste mondial ; l'entrée dans la CEE doit conduire le pays sur le chemin du développement économique, tout particulièrement pour les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

D'où la déception des Espagnols après 1986 quand l'opinion publique commence à prendre la mesure des efforts et sacrifices demandés afin d'entrer dans la Communauté. L'euro-enthousiasme des années 1980 laisse peu à peu la place à un certain désenchantement vis-à-vis de l'Europe communautaire entre 1986 et 1989. Plusieurs sondages réalisés à partir de 1987 indiquent tous une baisse du nombre de satisfaits à l'égard de l'entrée dans la CEE. Ainsi, alors qu'ils sont encore 63 % à considérer comme une bonne chose l'appartenance à l'Europe communautaire, 58 % des Espagnols estiment dès 1987 que leur pays n'a tiré aucun bénéfice de l'adhésion.³² Les Espagnols mesurent le coût de l'intégration et ne constatent aucune amélioration de leur condition de vie à court terme, tandis que le chômage en Espagne est l'un des plus élevés de la Communauté (20 % en 1992). Certains hommes politiques, critiquant une entrée précipitée dans la CEE – comme le leader de l'opposition de droite Manuel Fraga font publiquement savoir qu'ils demanderont une renégociation du traité d'adhésion s'ils accèdent au pouvoir.³³ L'Espagne fait la découverte de l'euro-scepticisme. Il ne faudrait oublier, toutefois, que les mécontents de l'Europe restent largement minoritaires.

Le consensus politique autour de l'Europe communautaire relève d'autre part du mythe de l'unité. Unité d'un pays enfin soudé autour

³¹ Marks, M., *The formation of european policy in Post-Franco Spain. The role of ideas, interest and knowledge*, Aldershot, Avebury, 1997, p. 5, 16, 20, 99-100.

³² Cf. Eurobaromètre, 21 juillet 1987 ; Ramos Torre, R., « Actitudes y opiniones de los Españoles ante las relaciones internacionales », Madrid, CIS, 1987.

³³ ABC, 8 mai 1987.

d'un projet porteur après avoir traversé un 20^e siècle marqué par des déchirements et des affrontements politiques de grande ampleur. Véritable prolongement de la politique de consensus menée au lendemain de la mort de Franco, l'unité autour de l'Europe répond aux risques d'éclatement et de tensions annoncés. On constate même au sein de partis où on ne l'attendait pas un discours nettement pro-européen. C'est le cas du PCE et des partis régionalistes catalans, basques et galiciens pour qui les États-nations sont voués à être remplacés par un grand État européen dans lequel les régions historiques pourraient bénéficier d'un rôle indépendant par rapport à l'État espagnol centralisé. De plus, la Communauté européenne peut offrir à la fois une tribune à ces partis et des avantages économiques aux régions, notamment par le biais des fonds structurels de l'UE.³⁴

Au-delà de ces mythes et de cette *mythologie européenne*, quelles sont les réalités du consensus espagnol en faveur de l'Europe ? Celui-ci doit être mis en parallèle avec la nature de l'européisme espagnol. Fait insolite, le consensus sur l'Europe est le produit de trois européismes : l'européisme économique dont a fait preuve le gouvernement franquiste au début des années 1960, l'européisme politique de l'opposition intérieure au régime, et celui, plus radical, des Espagnols exilés. À la mort de Franco, les partis politiques se sont rejoints pour admettre que l'entrée dans l'Europe communautaire était une solution à trois problèmes historiques : le retard économique, l'isolement international, la sortie de la dictature.

Mais, dans la réalité, le consensus n'est pas aussi net qu'il n'y paraît. Chaque formation politique qui se prononce pour l'adhésion et la participation à l'UE le fait en fonction de ses intérêts et de sa propre perception de l'Europe. D'où l'importance de distinguer très nettement l'emploi des termes *CEE*, *Marché commun*, *Europe communautaire*, *Union européenne*, *unification de l'Europe* dans les enquêtes d'opinion et les programmes des partis politiques. L'Europe n'a pas la même connotation pour les partis de droite ou de gauche, selon qu'il s'agit de défendre les intérêts nationaux, de souhaiter une évolution vers le supranationalisme, de favoriser le libéralisme ou de réguler le système capitaliste.³⁵ De plus, l'absence de véritable débat sur l'Europe masque des divergen-

³⁴ AHUE, EG 112 (Fonds Emmanuelle Gazzo), « Espagne, nouveau membre : apport des régions à la construction européenne », conférence prononcée à l'Institut royal des relations internationales de Bruxelles par Jordi Pujol, président du Gouvernement autonome de Catalogne, 3 juin 1985.

³⁵ Cf. Quintanilla, M.Á., *La integración europea y el sistema político español : los partidos políticos españoles ante el proceso de integración europea, 1979-1999*, Madrid, Publicaciones del Congreso de los Diputados, 2001, p. 57-59.

ces plus ponctuelles mais bien réelles qui s'expriment au grand jour à la fin des années 1980 et surtout dans les années 1990. Si pour le *Partido Popular* (PP) de José María Aznar, l'appartenance à la CEE doit surtout être synonyme de progrès économiques et libéraux, en revanche pour le PSOE, il s'agit avant tout de construire une Europe sociale et unie. D'autre part, pour le PP, le thème européen s'accompagne d'un discours atlantiste, ce qui n'est pas le cas à gauche. Le consensus politique doit donc être nuancé, de même que les supposés bienfaits de l'entrée dans la CEE.

Mais, après tout, là n'est pas le plus important. L'essentiel est que l'Europe exerce un charme certain sur l'ensemble de la société et de la classe politique espagnole de l'après-franquisme. Comme le dit Manuel Medina Ortega, « chacun pense qu'il va trouver dans la Communauté ce qu'il cherche. Une des raisons du charme qu'exerce la Communauté sur l'Espagne réside donc dans cette absence de définition de la politique communautaire ».³⁶

Plusieurs enseignements de l'étude du *consensus à l'espagnole* sur l'Europe peuvent être dégagés. L'opinion publique espagnole se montre favorable à l'Europe de façon continue entre 1975 et 2005 ; l'année de l'adhésion du pays à la Communauté européenne ne constitue pas de véritable tournant sur ce point. Les grandes étapes de la construction européenne au cours de cette période – Acte unique, Grand Marché, traité de Maastricht, élargissement aux pays de l'Est, mise en place de l'euro, traité instituant une constitution pour l'Europe – ont été bien accueillies par les Espagnols. Constat d'autant plus intéressant que l'Espagne occupe une position de plus en plus périphérique au sein de l'UE du fait de l'élargissement à l'Est. Réel mais souvent exagéré, le consensus sur l'Europe relève, d'autre part, d'une évidente fonction mythique et participe pleinement au discours de la transition démocratique. Il apparaît comme un facteur de réconciliation, de normalité et de modération.³⁷ Enfin, les attentes de la société espagnole face à l'Europe sont nombreuses. L'Europe rêvée des années 1970-1980 a cédé la place à une Europe vécue dans une certaine indifférence dans les années 1990-2000 et on assiste à une banalisation du thème européen. On dénombre, certes, peu d'euro-sceptiques en Espagne mais beaucoup d'*euro-indifférents* ou d'*euro-spectateurs*, voire des *euro-consommateurs* en attente de fonds et de crédits provenant de Bruxelles.

³⁶ Medina Ortega, M., « Les relations entre l'Espagne et la Communauté depuis 1945 », in *L'Espagne et les Communautés européennes. Problèmes posés par l'adhésion*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1979, p. 9-10.

³⁷ Cf. Aguila, R. de, Montoro, R., *El discurso político de la transición española*, Madrid, CIS, 1984, p. 126 *sqq.*

Summary

The purpose of this paper is to show, through analysis of opinion polls, to what extent the Spanish public opinion has been shown favorable to Europe between 1975 and 2005. During this period, the significant stages of European construction – The Single European Act (SEA), Internal Market, Maastricht treaty, enlargement to eastern countries, establishment of the Euro, treaty instituting a European constitution – were very well received by the Spaniards. A result more so interesting that Spain has an ever more peripheral position in the EU and that the expectations from Europe are more numerous. Real, yet often exaggerated, the consensus concerning Europe results from a mythical function and participates in the Spanish rhetoric of democratic transition. Yet the dreamt Europe of the 1970s-1980s has given place to a Europe lived with certain indifference and we witness a trivialization of the European theme in the years 1990-2000 with the emergence of *Euro-spectators* and *Euro-consumers*.